



ASSEMBLÉE NATIONALE

11ème législature

carte scolaire

Question écrite n° 53908

Texte de la question

M. Jean-Pierre Abelin appelle la plus vive attention de M. le ministre de l'éducation nationale sur les conséquences de la suppression des fiches d'état civil sur la carte scolaire. La décision du ministre de la fonction publique de supprimer les fiches d'état civil risque de causer de nouveaux problèmes concernant les inscriptions dans les établissements scolaires, jusqu'ici conditionnées par le lieu d'habitation. En effet, la décision de remplacer les justificatifs de domicile par une déclaration sur l'honneur dans les démarches administratives courantes, et notamment celles des inscriptions dans les établissements scolaires inquiète des élus locaux. Les maires craignent que certains parents d'élèves ne respectent plus les cartes scolaires en inscrivant leurs enfants dans un établissement plus coté et mieux réputé provoquant ainsi une nouvelle ségrégation sociale et scolaire. Ces craintes paraissent d'autant plus fondées que l'actuel système connaît déjà son lot de fraudes ou de tentations. C'est pourquoi, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour éviter que les fraudes à la sectorisation scolaire n'augmentent et pour que l'Etat, par l'éducation nationale, puisse toujours assurer l'égalité des chances à tous les citoyens.

Texte de la réponse

Le décret n° 2000-1277 du 26 décembre 2000 et la circulaire du 26 décembre 2000 portant simplification de formalités administratives et suppression de la fiche d'état civil ont pour objectif d'alléger certaines démarches administratives pour les usagers du service public, notamment en supprimant la production de justificatifs de domicile. Toutefois, le décret précité prévoit dans son article 8 de surseoir à cette mesure jusqu'au 1er janvier 2003 pour les formalités d'inscription dans les établissements d'enseignement scolaire et établissements d'enseignement supérieur. Ce délai est destiné à permettre d'apprécier les mesures qui pourraient être nécessaires afin de prévenir des difficultés éventuelles. Il est précisé que la circulaire du 26 décembre 2000 rappelle les sanctions, notamment pénales, encourues par les usagers en cas de fraude.

Données clés

Auteur : [M. Jean-Pierre Abelin](#)

Circonscription : Vienne (4^e circonscription) - Union pour la démocratie française-Alliance

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 53908

Rubrique : Enseignement

Ministère interrogé : éducation nationale

Ministère attributaire : éducation nationale

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 20 novembre 2000, page 6543

Réponse publiée le : 4 juin 2001, page 3254